



OBJET : LADREYT DEMECO – RUE MONTGOLFIER - ALTERNAT - EL/EB

Le Maire de la ville d'ANNONAY,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Route,
Vu le Code de la Voirie Routière,
Vu les tarifs d'occupation du domaine public n°035/2018
Vu la demande présentée par L'entreprise LADREYT DEMECO - 87 Avenue de Marseille -
26000 VALENCE

Afin de permettre un déménagement au droit n°17 rue Montgolfier le mercredi 29 juillet 2020.

ARRETE

Article 1

La circulation se fera par demi-chaussée au droit du n°17 rue Montgolfier le mercredi 29 juillet 2020.

La circulation sera régulée par panneaux signalétiques.

La vitesse sera limitée à 30 km/heure dans le périmètre du chantier.

Article 2

Le stationnement sera interdit dans le périmètre du chantier le mercredi 29 juillet 2020.

Article 3

La signalisation réglementaire sera mise en place et maintenue sous la responsabilité du demandeur.
Le demandeur demeure entièrement responsable de la sécurité des cheminements piétonniers et véhicules ainsi que de ses installations sur la totalité de la zone de chantier.

Article 4

Le présent arrêté sera affiché sur le lieu de l'occupation du domaine public le mercredi 29 juillet 2020.

Article 5

A la fin de l'occupation du domaine public, soit au terme, soit après retrait ou révocation de l'autorisation, au cas où seraient occasionnés des dégâts à la voie publique, l'occupant en serait tenu pour seul responsable et devrait supporter les frais de réparation.
Si les dégâts sont constatés par rapport à l'état des lieux préalable à l'occupation, l'occupant en est averti et doit faire réparer à ses frais, en accord avec les services municipaux et sous leur contrôle.
Les frais qui en résulteraient seront à la charge du permissionnaire. La remise en état sera constatée par procès verbal.

Article 6

Les véhicules en infraction aux règles du présent arrêté seront verbalisés conformément au Code de la Route (articles R417-3 et R417-6) et pourront faire l'objet d'une mise en fourrière aux frais des propriétaires pour stationnement gênant.

Article 7

Le présent arrêté sera notifié à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale d'ANNONAY,
- Monsieur le Capitaine Commandant le Centre de Secours Principal Annonay Rhône Agglo,
- L'entreprise LADREYD DEMECO - 87 Avenue de Marseille - 26000 VALENCE

Article 8

Monsieur le Directeur Général des Services par intérim et Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale d'ANNONAY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 9

Monsieur Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (Palais des Juridictions Administratives, 184 rue Duguesclin 69433 LYON CEDEX 03) ou sur le site "telerecours.fr" dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



Fait à ANNONAY, le
Simon PLENET,

Maire d'Annonay.

9 juillet 2020

Notifié le : 9 juillet 2020

Affiché le :

SP



OBJET : UN DÉMÉNAGEMENT – GERARD – RUE SAINT-MICHEL – EL/EB

Le Maire de la ville d' ANNONAY,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Route,
Vu le Code de la Voirie Routière,
Vu les tarifs d'occupation du domaine public n°035/2018
Vu la demande présentée par Madame M. GERARD - 2 rue Saint Michel - 07100 ANNONAY

Afin de permettre un déménagement au droit du n 2 rue Saint-Michel le samedi 1^{er} août 2020.

ARRETE**Article 1**

Le stationnement sera interdit sur 3 places le samedi 1^{er} août 2020 au droit du 2 rue Saint Michel.

Article 2

La signalisation réglementaire sera mise en place et maintenue sous la responsabilité du demandeur.

Le demandeur demeure entièrement responsable de la sécurité des cheminements piétonniers et véhicules ainsi que de ses installations sur la totalité de la zone de chantier.
(Les panneaux sont à récupérer auprès de l'équipe Voirie).

Article 3

Le présent arrêté sera affiché sur le lieu de l'occupation du domaine public le samedi 1^{er} août 2020.

Article 4

A la fin de l'occupation du domaine public, soit au terme, soit après retrait ou révocation de l'autorisation, au cas où seraient occasionnés des dégâts à la voie publique, l'occupant en serait tenu pour seul responsable et devrait supporter les frais de réparation.

Si les dégâts sont constatés par rapport à l'état des lieux préalable à l'occupation, l'occupant en est averti et doit faire réparer à ses frais, en accord avec les services municipaux et sous leur contrôle.

Les frais qui en résulteraient seront à la charge du permissionnaire. La remise en état sera constatée par procès verbal.

Article 5

Les véhicules en infraction aux règles du présent arrêté seront verbalisés conformément au Code de la Route (articles R417-3 et R417-6) et pourront faire l'objet d'une mise en fourrière aux frais des propriétaires pour stationnement gênant.

Article 6

Le présent arrêté sera notifié à :

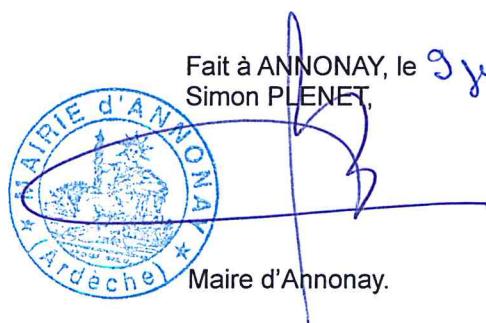
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale d'ANNONAY,
- Monsieur le Capitaine Commandant le Centre de Secours Principal Annonay Rhône Agglo,
- Madame M. GERARD – 2 rue Saint Michel – 07100 ANNONAY

Article 7

Monsieur le Directeur Général des Services par intérim et Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale d'ANNONAY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8

Monsieur Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (Palais des Juridictions Administratives, 184 rue Duguesclin 69433 LYON CEDEX 03) ou sur le site "telerecours.fr" dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



Notifié le : 9 juillet 2020

Affiché le :

SP

OBJET : VIDÉO PROTECTION – SETELEN GROUPE SCOPELEC – VILLE- EL/EB

Le Maire de la ville d'ANNONAY,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Route,
Vu le Code de la Voirie Routière,
Vu les tarifs d'occupation du domaine public n°035/2018
Vu la demande présentée par la société SETELEN groupe SCOPELEC - rue Gay Lussac
BP 79 - 31250 REVEL

Afin de permettre l'ancrage et la pose de la vidéo protection sur le réseau d'éclairage public du mercredi 15 juillet au lundi 31 août 2020.

ARRETE

Article 1

Suivant les besoins nécessaires à la bonne exécution des travaux :

- rue de l'Hôtel de Ville,
- rue Boissy d'Anglas (parvis de l'hôtel de ville),
- place de la Libération,
- route du quatrième Spahis,
- pont Chevalier,
- avenue de l'Europe (angle place des Cordeliers),
- rond-point Jean Joseph Basset,
- rue du Québec (niveau Nicolas Moto),
- place de la Liberté,
- place Grenette,
- place de Forges.

la circulation pourra être aux droits des chantiers :

- perturbée,
- coupée par demi-chaussée. la circulation pourra être réglée par pilotage manuel ou feux tricolores.
- neutralisées et les déviations seront alors mises en place.

La vitesse pourra être réduites à 30km/heure aux droits des chantiers.

Article 2

Le stationnement de tout véhicule sera interdit dans le périmètre des chantiers du mercredi 15 juillet au lundi 31 août 2020.

Article 3

La signalisation réglementaire sera mise en place et maintenue sous la responsabilité du demandeur.

Le demandeur demeure entièrement responsable de la sécurité des cheminements piétonniers et véhicules ainsi que de ses installations sur la totalité de la zone de chantier.

Article 4

Le présent arrêté sera affiché sur le lieu de l'occupation du domaine public du mercredi 15 juillet au lundi 31 août 2020.

Article 5

A la fin de l'occupation du domaine public, soit au terme, soit après retrait ou révocation de l'autorisation, au cas où seraient occasionnés des dégâts à la voie publique, l'occupant en serait tenu pour seul responsable et devrait supporter les frais de réparation.

Si les dégâts sont constatés par rapport à l'état des lieux préalable à l'occupation, l'occupant en est averti et doit faire réparer à ses frais, en accord avec les services municipaux et sous leur contrôle.

Les frais qui en résulteraient seront à la charge du permissionnaire. La remise en état sera constatée par procès verbal.

Article 6

Les véhicules en infraction aux règles du présent arrêté seront verbalisés conformément au Code de la Route (articles R417-3 et R417-6) et pourront faire l'objet d'une mise en fourrière aux frais des propriétaires pour stationnement gênant.

Article 7

Le présent arrêté sera notifié à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale d'ANNONAY,
- Monsieur le Capitaine Commandant le Centre de Secours Principal Annonay Rhône Agglo,
- La société SETELEN groupe SCOPELEC - rue Gay Lussac - BP 79 - 31250 REVEL

Article 8

Monsieur le Directeur Général des Services par intérim et Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale d'ANNONAY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 9

Monsieur Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (Palais des Juridictions Administratives, 184 rue Duguesclin 69433 LYON CEDEX 03) ou sur le site "telerecours.fr" dans un délai de deux mois à compter de sa publication



Notifié le : 3 juillet 2020 Affiché le :



**OBJET : REMPLACEMENT POTEAUX TÉLÉCOM – CONSTRUCTEL RHONE-DURANCE –
RUE DE FONTANES - ALTERNAT – EL/EB**

Le Maire de la ville d'ANNONAY,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Route,
Vu le Code de la Voirie Routière,
Vu les tarifs d'occupation du domaine public n°035/2018
Vu la demande présentée par L'entreprise CONSTRUCTEL RHONE-DURANCE -
1 rue Jean-Baptiste Corot - ZA de Morlon - 26800 PORTES LES VALENCE

Afin de permettre des travaux de remplacement de poteaux télécom rue de Fontanes entre le mercredi 15 juillet et le vendredi 24 juillet 2020, pour une durée de 5 jours.

ARRETE

Article 1

La circulation se fera par demi-chaussée rue de Fontanes entre le mercredi 15 juillet et le vendredi 24 juillet 2020, pour une durée de 5 jours.

La circulation sera régulée par panneaux signalétiques.

La vitesse sera limitée à 30 km/heure dans le périmètre du chantier.

Article 2

Le stationnement sera interdit dans le périmètre du chantier entre le mercredi 15 juillet et le vendredi 24 juillet 2020, pour une durée de 5 jours.

Article 3

La signalisation réglementaire sera mise en place et maintenue sous la responsabilité du demandeur.

Le demandeur demeure entièrement responsable de la sécurité des cheminements piétonniers et véhicules ainsi que de ses installations sur la totalité de la zone de chantier.

Article 4

Le présent arrêté sera affiché sur le lieu de l'occupation du domaine public entre le mercredi 15 juillet et le vendredi 24 juillet 2020.

Article 5

A la fin de l'occupation du domaine public, soit au terme, soit après retrait ou révocation de l'autorisation, au cas où seraient occasionnés des dégâts à la voie publique, l'occupant en serait tenu pour seul responsable et devrait supporter les frais de réparation. Si les dégâts sont constatés par rapport à l'état des lieux préalable à l'occupation, l'occupant en est averti et doit faire réparer à ses frais, en accord avec les services municipaux et sous leur contrôle.

Les frais qui en résulteraient seront à la charge du permissionnaire. La remise en état sera constatée par procès-verbal.

Article 6

Les véhicules en infraction aux règles du présent arrêté seront verbalisés conformément au Code de la Route (articles R417-3 et R417-6) et pourront faire l'objet d'une mise en fourrière aux frais des propriétaires pour stationnement gênant.

Article 7

Le présent arrêté sera notifié à :

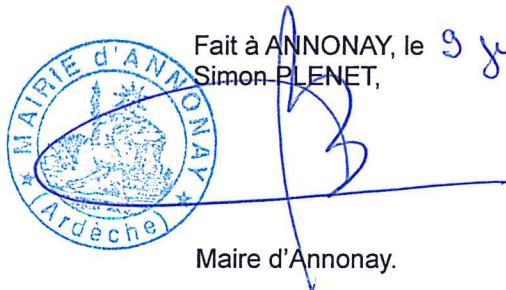
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale d'ANNONAY,
- Monsieur le Capitaine Commandant le Centre de Secours Principal Annonay Rhône Agglo,
- L'entreprise CONSTRUCTEL RHONE-DURANCE - 1 rue Jean-Baptiste Corot - ZA de Morlon - 26800 PORTES LES VALENCE

Article 8

Monsieur le Directeur Général des Services par intérim et Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale d'ANNONAY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 9

Monsieur Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (Palais des Juridictions Administratives, 184 rue Duguesclin 69433 LYON CEDEX 03) ou sur le site "telerecours.fr" dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



Notifié le : 9 juillet 2020

Affiché le :

SP



ARRETE N°400.2020

OBJET : BAL DES FORGES – PLACE 26 FRANKI KRAMER -
COUPURE – EL/EB

Le Maire de la ville d' ANNONAY,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Route,
Vu le Code de la Voirie Routière,
Vu la demande présentée par l'association 26 FK – 26 rue Franki Kramer - 07100 ANNONAY,

Afin de permettre le bon déroulement du bal des Forges au niveau du 26 rue Franki Kramer le samedi 11 juillet 2020.

ARRETE

Article 1

La circulation de tout véhicule sera interdite le samedi 11 juillet 2020 de 9h00 à 18h00 rue Franki Kramer, sur la portion entre la place des Forges et la place Grenette.

Article 2

Le stationnement de tout véhicule sera interdit dans le périmètre de l'événement le samedi 11 juillet 2020.

Article 3

La signalisation réglementaire sera mise en place par l'équipe Voirie et maintenue sous la responsabilité du demandeur.

Le demandeur demeure entièrement responsable de la sécurité des cheminements piétonniers et véhicules ainsi que de ses installations sur la totalité de la zone de chantier.

Article 4

Le présent arrêté sera affiché sur le lieu de l'occupation du domaine public le samedi 11 juillet 2020.

Article 5

Tous les véhicules en infraction pourront faire l'objet d'un enlèvement par le garage de permanence.

Article 6

A la fin de l'occupation du domaine public, soit au terme, soit après retrait ou révocation de l'autorisation, au cas où seraient occasionnés des dégâts à la voie publique, l'occupant en serait tenu pour seul responsable et devrait supporter les frais de réparation.

Si les dégâts sont constatés par rapport à l'état des lieux préalable à l'occupation, l'occupant en est averti et doit faire réparer à ses frais, en accord avec les services municipaux et sous leur contrôle.

Les frais qui en résulteraient seront à la charge du permissionnaire. La remise en état sera constatée par procès verbal.

Article 7

Le présent arrêté sera notifié à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale d'ANNONAY,
- Monsieur le Capitaine Commandant le Centre de Secours Principal Annonay Rhône Agglo,
- 26 FK – 26 rue Franki Kramer – 07100 ANNONAY,
- L'équipe Voirie de la commune d'Annonay.

Article 8

Monsieur le Directeur Général des Services par intérim et Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale d'ANNONAY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 9

Monsieur Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (Palais des Juridictions Administratives, 184 rue Duguesclin 69433 LYON CEDEX 03) dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



Notifié le : 5 juillet 2020

Affiché le :

SP